

N° 6 : juin 2012

## Protéger et promouvoir le pastoralisme en Afrique

### OPTIONS POLITIQUES

- ➔ Protéger les droits d'accès à la terre et à l'eau des pasteurs.
- ➔ Renforcer les économies pastorales et encourager la valeur ajoutée et la diversification.
- ➔ Donner la parole aux pasteurs et favoriser le dialogue entre pasteurs et décideurs politiques.
- ➔ Investir dans des services essentiels pour les pasteurs, notamment l'éducation, la santé et les TIC.

**L**e pastoralisme fait vivre des dizaines de millions de personnes, exploite au mieux les environnements arides et présente de nombreux avantages économiques et sociaux. Cependant, les politiques suivies par les pays africains tendent à favoriser les populations sédentarisées et à marginaliser les communautés pastorales alors que nombre d'entre elles sont menacées par la sécheresse, la fragmentation des pâturages, les restrictions en matière de mobilité et l'accès restreint aux services de base.

Lors du Briefing de Bruxelles sur le développement consacré aux *Nouveaux enjeux et opportunités pour le pastoralisme dans les pays ACP*<sup>1</sup>, des experts ont mis en lumière les politiques nécessaires à l'amélioration du bien-être des communautés pastorales. Les gouvernements devraient introduire des politiques qui permettent d'assurer et de garantir les moyens de subsistance des pasteurs. Celles-ci devraient être conçues pour renforcer les économies pastorales et les pasteurs devraient être davantage impliqués dans leur élaboration. Enfin les gouvernements devraient augmenter leurs investissements dans les services essentiels aux pasteurs.



Bergers Massai en Tanzanie. L'économie pastorale est une composante essentielle des économies africaines.

### COMPRENDRE LES MALENTENDUS

Force est de constater le manque affligeant de données et l'incohérence des chiffres disponibles concernant les communautés pastorales. Ceci est en partie dû au fait que la définition du pastoralisme revêt différentes formes. Stricto sensu – les nomades pastoraux vivent en fonction de leur bétail, sont mobiles, utilisent des zones de pâturage communes et reconnaissent des règles coutumières comme source d'autorité – ils sont au moins 20 millions de pasteurs en Afrique. Cependant, une définition moins rigoureuse suggère, quant à elle, qu'ils pourraient y avoir quelque 200 millions de pasteurs sur le continent.

Le pastoralisme est souvent considéré comme une pratique archaïque et sans avenir. Ce n'est pas le cas. Il s'agit d'une activité hautement spécialisée qui requiert des connaissances et des compétences considérables. Un rapport récent de l'Institut international pour l'environnement et le développement (IEED) indique que les pasteurs obtiennent des taux plus élevés de productivité par unité de terre agricole pour leur bétail que les ranchs modernes de type occidental opérant dans des conditions similaires.

Par ailleurs, le pastoralisme contribue significativement à l'économie de nombreux pays africains. Au Mali, il représente 44% du PIB agricole; en Éthiopie, il fournit les matières premières pour l'industrie du cuir,



<sup>1</sup> Organisé par le CTA, la Commission européenne (DG DEVCO), le Secrétariat du Groupe des États ACP et la confédération des ONG européennes d'urgence et de développement (Concord), en partenariat avec la Commission de l'Union africaine, Bruxelles, février 2012. <http://brusselsbriefings.net>



© Panos/Hollandse Hoogte/Jacob Silberberg

Un pasteur Fulani et ses vaches Angole-Watusi au marché aux bestiaux d'Oluwainshola dans la périphérie de Lagos

**“  
Le pastoralisme  
n'est pas une  
impasse  
évolutionnaire.  
Il s'agit d'un  
système hautement  
productif,  
sophistiqué et  
spécialisé.”**

*Jeremy Swift, spécialiste  
du développement  
pastoral*

la deuxième source la plus importante de rentrées de devises étrangères après le café; en Afrique de l'Est, plus de 90% de la viande consommée provient des troupeaux pastoraux. En outre, les pasteurs ont un rôle à jouer en matière de protection de la biodiversité, de promotion du tourisme et de gestion des pâturages où l'on peut potentiellement séquestrer des quantités importantes de carbone.

Ces dernières années, un certain nombre d'initiatives destinées à stimuler les économies pastorales ont vu le jour. « Le cadre pour une politique du pastoralisme en Afrique » de l'Union africaine (UA), adopté en 2011, représente la première série de mesures visant à garantir et améliorer les moyens de subsistance des pasteurs africains. Plusieurs initiatives régionales ont également permis un soutien plus grand au pastoralisme. Néanmoins, beaucoup reste à faire.

### **DES POLITIQUES POUR UN AVENIR PLUS PROSPÈRE**

#### **Assurer et garantir les moyens de subsistance des pasteurs**

Il est essentiel que les gouvernements assurent aux pasteurs, par une législation adé-

quate, un accès aux pâturages communs et aux ressources en eau, et qu'ils leur garantissent de pouvoir poursuivre une vie nomade. En effet, la mobilité leur permet de chercher les meilleurs pâturages et d'optimiser la productivité de leurs troupeaux. Elle représente également une part essentielle de leur stratégie commerciale.

Le plan d'action pour l'élevage de la Communauté économique des états d'Afrique de l'ouest (CEDEAO), qui a été adopté en 2011, peut être cité en exemple. Celui-ci reconnaît le droit des pasteurs de déplacer leur cheptel d'une région à l'autre, protège leur accès à l'eau dans des régions agricoles sédentaires et facilite le commerce transfrontalier.

En Afrique, la perte de bétail est une des causes majeures de la pauvreté. Contrairement aux éleveurs des pays développés, les pasteurs ne pouvaient jusqu'il y a peu souscrire une assurance. Cependant, l'Institut international de recherche sur l'élevage (ILRI), basé dans le Nord du Kenya, a récemment démontré qu'il était possible de mettre en œuvre des politiques d'assurances attractives tant pour les pasteurs que pour les institutions financières.

L'assurance indexée permet aux bergers de s'assurer contre un événement négatif qui peut se vérifier sur la base de données précises. Au Kenya, c'est une mesure satellitaire de l'état de la végétation. Le paiement d'indemnités est effectué lorsque la disponibilité de fourrage est retombée sous un certain seuil. Ainsi, sur les 3000 personnes assurées de la région du Marsabit, 600 ont reçu des indemnités suite à la sécheresse de 2011. Ces indemnités ont permis aux pasteurs d'acheter des aliments et du fourrage pour le bétail. Un tel système d'assurance indexée mériterait d'être généralisé et subventionné par les pays africains.

Les gouvernements devraient également favoriser le commerce de bétail pastoral. Cela impliquerait des investissements en infrastructure, la réduction des barrières non tarifaires et l'harmonisation transfrontalière des normes de santé animale. Pour ce faire, ils pourraient s'inspirer du règlement qui, depuis 2007, s'applique déjà aux pays de l'Union monétaire et économique ouest-africaine (UEMOA).

“  
**Les menaces  
 qui affectent  
 la mobilité  
 concernent aussi  
 bien les moyens  
 de subsistance  
 des pasteurs  
 que la santé de  
 l’environnement.”**

*Francesca Mosca,  
 Commission européenne*

### **Renforcer les économies pastorales**

Il faudrait en outre encourager les pasteurs à ajouter de la valeur à leurs produits. C’est ce que la laiterie Tiviski a réussi à faire en Mauritanie. Créée il y a plus de 20 ans, la première laiterie de lait de chamelle d’Afrique possède aujourd’hui plus de 1000 fournisseurs et 200 employés. Tiviski propose en vente directe aux petits détaillants de la capitale mauritanienne, Nouakchott, du lait et du fromage. En créant un marché pour le lait frais et en transformant le lait en fromage, Tiviski a permis aux pasteurs de s’intégrer aux marchés locaux et d’améliorer leurs revenus.

Même si les réglementations actuelles rendent difficile l’accès au marché international, les pasteurs pourraient envisager de bénéficier des systèmes d’indications géographiques (IG) qui relient la qualité et la spécificité d’un produit à son lieu d’origine. Le statut d’IG garantit l’authenticité et constitue une valeur ajoutée pour le producteur.

Il faudrait également encourager les pasteurs à diversifier leurs économies. Ceux-ci pourraient tirer profit des systèmes de protection de l’environnement – comme la séquestration de carbone – ou se lancer dans de nouvelles activités, comme le tourisme ou l’artisanat. La société d’investissement des zones de pâturage du nord du Kenya, Northern Rangelands Trust, a montré comment le pastoralisme peut bénéficier de sa coexistence avec la faune. Grace au développement des aires de conservation communautaires, qui comptent désormais plus d’un million et demi d’hectares, la société promeut la conservation des sols et la restauration des terres, aide les pasteurs à développer leurs propres entreprises commerciales et améliore les services sociaux.

### **Encourager le dialogue politique**

Les éleveurs ont désormais leurs représentants au sein de certains parlements nationaux; en outre, dans certains pays, ils sont de plus en plus actifs dans les gouvernements locaux. Néanmoins, les pasteurs doivent être davantage impliqués dans la mise en place des politiques les concernant. Ils doivent aussi mieux

être à même d’influencer les processus politiques à tous les niveaux. L’Union africaine encourage les réseaux pastoraux à mettre sur pied des forums qui leur permettront d’agir de manière plus efficace avec elle comme avec les communautés économiques régionales. Dans de nombreux pays africains, les parlementaires qui représentent des régions pastorales se sont désormais unis pour faire pression au nom de leurs électeurs.

L’existence de meilleures statistiques est une des principales conditions d’une plus grande visibilité. Pour différentes raisons, il n’existe pas ou peu de statistiques liées à la société et à l’économie pastorales et celles qui existent comportent de nombreux défauts, qu’elles concernent des questions aussi basiques que le nombre total de pasteurs ou leur contribution aux affaires économiques nationales. L’amélioration des statistiques de ce type est un point essentiel.

Les pasteurs devraient jouer un rôle clé pour déterminer leur propre avenir, un principe qui guide les activités des écoles pastorales de terrain, dont l’établissement remonte à l’année 2006 en Afrique. Les sites de ces écoles sont mobiles, mais les sessions se déroulent généralement près d’une source d’eau une fois par semaine. Les écoles pastorales permettent la rencontre à intervalles réguliers de 30 à 40 pasteurs. Elles les encouragent à identifier les défis auxquels ils sont confrontés et à mettre au point des pratiques pour y faire face. Il peut s’agir de santé animale, de prévention des maladies, d’amélioration des pratiques d’élevage ou d’innovations techniques qui augmentent la résistance des animaux à la sécheresse et aux maladies. Ces écoles pastorales ont contribué à l’amélioration des revenus et au bien-être des familles.

Il est également indispensable que les scientifiques accordent une attention bien plus grande aux connaissances traditionnelles des communautés pastorales, en particulier quand il s’agit de la problématique du changement climatique. En effet, la majeure partie des informations fournies par les météorologues est inaccessible voire incompréhensible pour les pasteurs. Dans le même temps, les



## 66

**Avoir un cadre politique est une chose; l'utiliser pour répondre aux problèmes des économies pastorales en est une autre."**

*Haile Gabriel Abebe,  
Commission de l'Union  
africaine*

météorologues ne bénéficient pas de la longue expérience des pasteurs dans la maîtrise des variations climatiques.

En 2011, le CTA, le Comité de coordination des peuples autochtones d'Afrique (IPAAC) et l'Association des femmes peules autochtones du Tchad ont organisé une conférence, à N'Djamena, qui a permis aux pasteurs et aux météorologues de partager leurs connaissances. De tels initiatives pourraient jouer un rôle important dans l'élaboration future des politiques en matière de changement climatique.

### **Investir dans les services essentiels**

Il n'y a pas d'opposition entre mode de vie pastoral et modernité; bien au contraire, les pasteurs ont volontiers recours aux nouvelles technologies et aux nouvelles idées. Cependant, lors de leurs investissements dans les services de base, comme l'enseignement, la santé ou les technologies de communication, les gouvernements doivent davantage prendre en considération la contribution significative des pasteurs aux économies nationales et régionales. Il est notamment urgent d'augmenter les investissements dans l'éducation en tenant compte des besoins et modes de vie

spécifiques des communautés, et en accordant une attention particulière aux groupes désavantagés, en particulier les femmes. Citons les écoles mobiles qui permettent de suivre les migrations du bétail. Le succès qu'elles ont rencontré au Nigeria, par exemple, mérite qu'on s'y attarde. En outre, les gouvernements doivent envisager d'investir dans l'enseignement à distance, en ayant recours à la radio, ainsi que dans l'amélioration de la formation professionnelle pour les adultes. Des investissements plus importants en santé publique et en services vétérinaires bénéficieraient également aux pasteurs.

Enfin, l'amélioration des technologies de communication dans les zones rurales devrait être une priorité. Les téléphones mobiles permettraient aux pasteurs de s'informer des évolutions du marché, d'identifier les lieux où vendre leur bétail, d'envoyer et de recevoir des paiements ainsi que de souscrire à des polices d'assurance. Ils contribueraient également à la réduction des coûts de transaction lors d'achat et de vente de bétail et offriraient aux éleveurs l'accès à des services de conseil. Il y a aussi toutes les raisons de penser que les téléphones mobiles pourront bientôt offrir aux pasteurs de nouvelles possibilités d'enseignement à distance. ■

## **Pour en savoir plus**

**Union africaine.** *Cadre pour une politique du pastoralisme en Afrique. Sécuriser, protéger et améliorer les vies, les moyens d'existence et les droits des communautés pastorales.* Octobre 2010, Addis-Abeba, Éthiopie.

<http://tinyurl.com/bu738et>

**CTA.** *Nouveaux enjeux et opportunités pour le pastoralisme dans le contexte des pays africains.* Isolina Boto, Janet Edeme et Isaura Lopes. 2012.

<http://brusselsbriefings.net>

**Institut international pour l'environnement et le développement (IIED) et SOS Sahel International R-U.** *Modernité, mobilité. L'avenir de l'élevage dans les zones arides d'Afrique.* 2010.

<http://tinyurl.com/cbf80o8>

**Overseas Development Institute (ODI), Groupe politique humanitaire.** *Tendances démographiques, modèles de sédentarisation et provision des services dans le pastoralisme. Transformation et opportunité.* Avril 2009.

<http://tinyurl.com/cb8kxyz>

**Overseas Development Institute (ODI), Groupe politique humanitaire.** *Note politique du HPG 41. Travail transfrontalier.* 2010.

<http://tinyurl.com/cf8lj3o>

**Initiative mondiale pour un pastoralisme durable (IMPD).** *Note politique n°8 de l'IMPD. Services oubliés, biens réduits : comprendre l'agrosystème du pastoralisme.* 2008.

<http://tinyurl.com/ct6srxx>

